

En retraite et internationalistes ! n°13 - mars 2025

La parution de ce bulletin est liée à l'actualité de nos activités syndicales internationales, notamment à travers le [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#).

Argentine : solidarité internationale dans l'action !

Communiqué, en français et en espagnol, cosigné par la Central de Trabajadores de la Argentina - Autónoma (CTA-A), la Central de Central de Trabajadores y Trabajadoras de la Argentina (CTA-T) et l'UNIR Solidaires :

Face aux pressions des capitalistes, du patronat et de l'extrême droite, les retraité·es agissent. Nos organisations syndicales CTA-T, CTA-A (Argentine) et Solidaires (France) saluent la lutte des travailleurs et des travailleuses en retraite qui manifestent :

- En Argentine le 19 mars, à l'appel des confédérations CTA-T et CTA-A contre les attaques de gouvernement Milei soutenues par le FMI. C'est la suite de plusieurs manifestations dont la dernière scandaleusement réprimée par l'Etat argentin.
- En France, le 20 mars, contre les menaces de nouvelles régressions sociales du gouvernement Macron et pour la satisfaction des revendications portées unitairement par les Unions de retraité·es CGT, CFTC, CGC, FSU, Solidaires et les associations FGR-RP, LSR, Ensemble et solidaires.

L'Argentine et la France ne sont pas les seuls pays où les retraités s'organisent collectivement pour défendre leurs droits. Et les retraités ne sont pas la seule catégorie de la classe ouvrière à agir contre les prédateurs capitalistes. Mais ces manifestations de retraités des 19 mars en Argentine, du 20 mars en France sont l'occasion de souligner l'utilité d'un syndicalisme indépendant, de lutte, internationaliste. Ensemble, combattons ceux qui nous exploitent !

www.ctaa.org.ar www.cta.org.ar

Italie : les comptes de la sécurité sociale

Le numéro de février de *Pensionati Uniti* nous apprend qu'un rapport sur le système de sécurité sociale italien a été présenté récemment à la Chambre des député·es. Les dépenses de sécurité sociale pour 2023 s'élèvent à 224,3 milliards, mais comme l'État récupère 62,2 milliards via un impôt, les dépenses nettes s'élèvent à 182 milliards. Les cotisations perçues s'élèvent à 224,6 milliards d'euros. Les gains de l'État sur les pensions sont de 42,5 milliards. Cela n'empêche pas les mêmes gémissements capitalistes qu'ailleurs sur la nécessité de « réformer » (casser !) le système public de sécurité sociale !

www.pensione pubblica.org



Face aux pressions des capitalistes, du patronat et de l'extrême droite, les retraité·es s'agissent !

Nos organisations syndicales CTA-T, CTA-A (Argentine) et Solidaires (France) saluent la lutte des travailleurs et des travailleuses en retraite qui manifestent :

- En Argentine le 19 mars, à l'appel des confédérations CTA-T et CTA-A contre les attaques de gouvernement Milei soutenues par le FMI. C'est la suite de plusieurs manifestations dont la dernière scandaleusement réprimée par l'Etat argentin.
- En France, le 20 mars, contre les menaces de nouvelles régressions sociales du gouvernement Macron et pour la satisfaction des revendications portées unitairement par les Unions de retraités CGT, CFTC, CGC, FSU, Solidaires et les associations FGR-RP, LSR, Ensemble et solidaires.

L'Argentine et la France ne sont pas les seuls pays où les retraités s'organisent collectivement pour défendre leurs droits. Et les retraités ne sont pas la seule catégorie de la classe ouvrière à agir contre les prédateurs capitalistes.

Mais ces manifestations de retraités des 19 mars en Argentine, du 20 mars en France sont l'occasion de souligner l'utilité d'un syndicalisme indépendant, de lutte, internationaliste.

Ensemble, combattons ceux qui nous exploitent !

Ensemble, défendons nos droits et gagnons-en de nouveaux !

Frente a las presiones de los capitalistas, de las corporaciones y de la ultraderecha, los y las jubilados actuán!

Nuestras organizaciones sindicales CTA-T, CTA-A (Argentina) y la Union sindical Solidaires (Francia) saludan la lucha de los trabajadores y trabajadoras jubiladas que manifestan:

- En Argentina, el 19 de marzo, por convocatoria de las confederaciones CTA-T y CTA-A, contra los ataques del gobierno de Milei apoyados por el FMI. Esto es parte de varias manifestaciones, de las cuales la última fue escandalosamente reprimida por el gobierno argentino.
- En Francia, el 20 de marzo, contra las amenazas de nuevas regresiones sociales del gobierno de Macron y por la satisfacción de las reivindicaciones planteadas unitariamente por las Uniones de jubilados y jubiladas CGT, CFTC, CGC, FSU, Union sindical Solidaires y las asociaciones FGR-RP, LSR, Ensemble y solidaires.

Argentina y Francia no son los únicos países donde los y las jubilados se organizan colectivamente para defender sus derechos. Y los y las jubilados no son la única categoría de la clase trabajadora que actúa contra los depredadores capitalistas.

Pero estas manifestaciones de jubilados y jubiladas del 19 de marzo en Argentina y del 20 de marzo en Francia son la ocasión para subrayar la utilidad de un sindicalismo independiente, de lucha e internacionalista.

¡Juntos y juntas, combatamos a quienes nos explotan!

¡Juntos y juntas, defendamos nuestros derechos y conquistemos nuevos!

PENSIONATI
abbiamo bisogno di sanità efficiente
MOBILITIAMOCI
assieme alla Rete Europea - Medicina Democratica - ai movimenti in difesa della sanità pubblica

SABATO 5 APRILE
MANIFESTAZIONI IN ALCUNE CITTÀ PARTECIPATE!

NO! ALLA SANITÀ PRIVATA

MENO ARMI PIÙ SANITÀ PUBBLICA

LA SALUTE NON È UNA MERCE
COORDINAMENTO PER LA DIFESA DELLA
SANITÀ PUBBLICA

Ukraine : un pas de plus vers la capitalisation pour les pensions

En Ukraine, on discute toujours de la réforme des retraites, mais au lieu de changements visant à améliorer le bien-être des retraités, le gouvernement promeut un système obligatoire par capitalisation. Le projet de loi n° 9212, soumis par des députés de la majorité, prévoit la création d'un système obligatoire par capitalisation, qui retire à l'État la responsabilité de la sécurité financière des personnes âgées et la transfère aux citoyens et citoyennes eux/elles-mêmes.

Halyna Tretyakova, présidente de la commission de la politique sociale de la *Verkhovna Rada* (Parlement), a indiqué que la crise démographique et le déclin de la population en âge de travailler font peser une charge excessive sur le système de retraite par répartition. Cependant, au lieu de le renforcer, un projet est proposé qui pourrait conduire à la destruction du Fonds de pension dans la pratique. Les partisans du système par capitalisation se réfèrent souvent à l'expérience internationale, mais oublient de noter que même dans les pays stables, de telles réformes ne fonctionnent pas toujours. Par exemple, au Chili, la transition vers des fonds de pension privés a conduit à un effondrement social, et en Hongrie, le gouvernement a été contraint de nationaliser les fonds de capitalisation pour éviter une catastrophe économique.

Le projet de loi n° 9212 prévoit une allocation mensuelle obligatoire d'une partie des salaires des Ukrainiens et Ukrainiennes à des fonds privés, bien qu'il n'y ait toujours pas de réponse aux questions clés : comment la sécurité des fonds sera-t-elle garantie face à l'instabilité économique, quel sera le coût de l'administration de ces fonds, et cela conduira-t-il à une augmentation de la pauvreté chez les personnes âgées ?

Etat espagnol : la répression, encore et toujours

La *Coordinadora estatal por la defensa del sistema público de pensiones* (COESPE) se bat depuis plus de 10 ans pour la défense des pensions, présentes et futures, exigeant contre le discours mensonger selon lequel il n'y a pas d'argent, de se conformer à la loi qui oblige l'État à réaliser une fois pour toutes l'audit des comptes de la sécurité sociale et d'avancer dans la réduction de l'écart entre les pensions des hommes et des femmes retraité-es qui n'a fait que s'accroître avec l'augmentation du nombre d'années de calcul des pensions.

Le porte-parole du mouvement se voit infligé une amende pour « trouble à l'ordre public » à la suite d'une manifestation aux abords du Parlement, en mai 2024. Cela fait des années que ce rassemblement est organisé ! La COESPE constate que « de l'Argentine à l'Espagne, des fonds privés poussent les gouvernements à être plus intolérants, agressifs et autoritaires envers les personnes âgées, dont le seul crime est de défendre leurs droits durement acquis au cours de leur vie professionnelle. »

La COESPE fait appel de cette décision inique, qui repose sur la parole de la police, contre celles des citoyens et citoyennes ; plus globalement, elle demande l'abrogation de cette « loi du bâillon » instituée depuis des années pour réprimer les mouvements sociaux, et maintenue par les gouvernements successifs.

www.coespeweb.es

Chypre : 30% des retraité-es doivent continuer à travailler !

Plusieurs syndicats chypriotes se sont récemment exprimés à propos de la situation sociale : 50 % des travailleurs et travailleuses en activité ou en retraite sont en dessous du seuil de revenu imposable. 30 % des retraité-es doivent continuer à travailler pour joindre les deux bouts, ce qui souligne la nécessité d'améliorer les pensions par le biais d'une réforme globale du système.

International Labor Network of Solidarity and Struggle
Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutte
Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Luta
Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Lucha
Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta
الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال
Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfs

